



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
de la protection des populations

Service de la sécurité
de l'environnement industriel

Affaire suivie par Nadège ROLAIN
Téléphone : 02.38.42.42.77
Courriel : nadege.rolain@loiret.gouv.fr
Référence : IC/AMD/HUTCHINSON SNC CHALETTE NOTIF

**M. le Directeur de la
Société HUTCHINSON SNC
Rue Gustave Nourry
45120 CHALETTE SUR LOING**

ORLEANS, LE

21 JUIL. 2015

LETTRE RECOMMANDEE AVEC A.R.

Monsieur le Directeur,

Lors du contrôle réalisé le 15 juin 2015 sur votre site, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées a notamment relevé des non-conformités réglementaires susceptibles d'entraîner une pollution du milieu naturel ou de générer un impact sanitaire pour les riverains du site.

L'ensemble des manquements constatés sont consignés dans le rapport d'inspection que vous a communiqué l'inspecteur par courrier du 3 juillet 2015.

Par conséquent, je vous mets en demeure, par arrêté dont vous trouverez ci-joint copie, de remédier à ces non-conformités.

A défaut de vous conformer aux dispositions de cet arrêté dans le délai imparti, je serai amené à prendre à votre encontre, indépendamment des poursuites pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

**Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet,
secrétaire générale adjointe**

Hélène CAPLAT-LANCERY

Copie transmise pour information à :

- ☐ M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- ☐ M. le Maire de CHALETTE SUR LOING
- ☐ M. l'Inspecteur de l'Environnement en charge des ICPE (D.R.E.A.L. – U.T. 45)
- ☐ Siège social de la société HUTCHINSON SNC – 2 rue Balzac, 75008 PARIS



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
de la protection des populations

Service de la sécurité
de l'environnement industriel

Affaire suivie par Nadège ROLAIN
Téléphone : 02.38.42.42.77
Courriel : nadège.rolain@loiret.gouv.fr
Référence : IC/AMD/HUTCHINSON SNC CHALETTE

A R R E T E
de
mise en demeure

HUTCHINSON SNC
à CHALETTE SUR LOING

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article L.171-8,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012, autorisant la société HUTCHINSON SNC à exploiter une installation de fabrication de pièces caoutchouc et plastique pour l'automobile, l'industrie et le grand public, rue Gustave Nourry à CHALETTE SUR LOING (extension et régularisation administrative des activités),

VU l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société HUTCHINSON SNC à CHALETTE SUR LOING (mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations),

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2015, transmettant à la société HUTCHINSON SNC son rapport relatif à l'inspection réalisée le 15 juin 2015 sur son site de CHALETTE SUR LOING, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que lors de la visite réalisée le 15 juin 2015 sur le site exploité par la société HUTCHINSON SNC à CHALETTE SUR LOING, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées a constaté les non-conformités de niveau 1 suivantes:

- la concentration en hydrocarbures totaux dans les effluents rejetés au point n°3 (10,5 mg/l) est supérieure à la valeur limite fixée à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé (5 mg/l),
- les concentrations en composés organiques volatils dans les rejets atmosphériques issus des activités générant des composés organiques volatils sont supérieures aux valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé,
- aucun bordereau de suivi de déchets n'a été établi pour le transfert des charbons actifs usagés en Allemagne, et que l'exploitant ne peut justifier de l'élimination finale de ces déchets dangereux, (articles 5.1.4 et 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé),

CONSIDERANT que le non-respect de la concentration en hydrocarbures totaux dans les effluents liquides rejetés au point n°3 dans le canal de Briare est susceptible d'entraîner une pollution du milieu naturel,

CONSIDERANT que le non-respect des valeurs limites et des émissions diffuses fixées à l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2012 est susceptible de générer un impact sanitaire inacceptable pour les riverains du site,

CONSIDERANT qu'en l'absence de bordereau de suivi de déchets et de justificatif d'élimination finale de déchets dangereux et notamment dans le cas d'un transfert transfrontalier de déchets dangereux, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la traçabilité de ses déchets jusqu'à leur exutoire final,

CONSIDERANT que, suivant les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement, *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...]"*,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1^{er}

La société **HUTCHINSON SNC** (siège social : 2 rue Balzac, 75008 PARIS) est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite rue Gustave Nourry, sur le territoire de la commune de **CHALETTE SUR LOING** :

- de respecter la concentration en hydrocarbures totaux dans les effluents liquides rejetés au point n°3 dans le canal de Briare (article 4.3.11. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2012) **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de mettre en place les actions correctives permettant de respecter les valeurs limites (émissions canalisées et émissions diffuses) fixées à l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2012 **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de transmettre les documents justifiant de l'élimination de ses déchets par une société habilitée à cet effet **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions visées à l'article 1 du présent arrêté dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article R.514-4 de ce même code.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la SNC HUTCHINSON par voie postale.

Une copie de cet arrêté est transmise au Sous-Préfet de MONTARGIS, au Maire de CHALETTE SUR LOING et à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE 21 JUIL. 2015

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet,
secrétaire générale-adjointe



Hélène CAPLAT-LANCERY

Voies et délais de recours

L'exploitant peut, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, introduire un recours :

- soit gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret – Direction départementale de la protection des populations – 181, rue de Bourgogne - 45042 ORLEANS CEDEX 1,
- soit hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Dans les deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

- soit contentieux en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans– 28, rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1, conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Tout recours est adressé en recommandé avec accusé-réception.

DIFFUSION

- Société HUTCHINSON SNC – rue Gustave Nourry, 45120 CHALETTE SUR LOING
- Siège social de la société HUTCHINSON SNC – 2 rue Balzac, 75008 PARIS
- M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- M. le Maire de CHALETTE SUR LOING
- M. l'Inspecteur de l'Environnement en charge des ICPE (D.R.E.A.L. – U.T.45)
- Préfecture - Secrétariat Général, service de coordination interministériel, mission développement économique et emploi